



LA "CHECKLIST" POUR METTRE FIN À L'OPPRESSION

THE CHECKLIST FOR ENDING TYRANNY

PETER ACKERMAN AND HARDY MERRIMAN

FROM THE BOOK: IS AUTHORITARIANISM STAGING A COMEBACK?
EDITORS: MATHEW BURROWS AND MARIA J. STEPHAN
THE ATLANTIC COUNCIL, WASHINGTON, DC — 2015
TRANSLATION: GERMAIN GRIETTE, APRIL 2017



La “checklist” pour mettre fin à l’oppression

Les facteurs incontournables à la réussite d’un mouvement nonviolent

Peter Ackerman et Hardy Merriman

Dans le monde d’aujourd’hui, les conflits les plus meurtriers n’ont pas lieu entre États, mais plutôt en leur sein, opposant des tyrans aux populations qu’ils oppriment. Une idée largement répandue est que ces populations opprimées n’ont le choix qu’entre deux options: accepter la tyrannie, dans l’espoir qu’elle finisse par évoluer vers quelque chose de plus facile à vivre, ou se lancer dans une insurrection violente, pour obtenir la liberté. Cette vision limitée est mise en cause par le fait qu’il y a historiquement beaucoup plus de campagnes de résistance civile (également appelées parfois mouvements conflits nonviolents) qu’on ne pense généralement. Depuis les années 1900, il y a eu en moyenne une campagne de résistance civile majeure par an contre un chef d’État en exercice.¹ Depuis les années 70 ces mouvements citoyens ont eu un rôle croissant sur tous les conflits et les transitions démocratiques ayant une importance géopolitique majeure.² Malgré cette montée en puissance des mouvements citoyens, décideurs politiques, universitaires, journalistes et autres observateurs continuent à sous-estimer ce phénomène, et semblent ne pas prendre suffisamment en compte cette capacité des citoyens à lutter contre toute forme d’oppression et à obtenir la reconnaissance de leurs droits sans violence.

Une absence de prise en compte analytique

Les soulèvements en Tunisie et en Égypte en 2011, et plus récemment en Ukraine en 2014, sont des exemples de la façon dont la résistance civile populaire peut nous surprendre par sa puissance et son potentiel de transformation. Personne n’avait anticipé ces soulèvements, mais ce manque de perspicacité des observateurs se retrouve dans bien d’autres cas. Pratiquement personne n’avait non plus vu venir les "révolutions de couleur" en Serbie (2000), en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004). Au cours des décennies précédentes, personne n’avait anticipé que la résistance nonviolente organisée pourrait jouer un rôle décisif dans la chute du dictateur philippin Ferdinand Marcos (1986), du dictateur chilien Augusto Pinochet (1988), du régime soviétique en Pologne (1989) ou du régime de l’apartheid en Afrique du Sud (1992).

Les experts régionaux et internationaux peinent à expliquer les conflits nonviolents, et arrivent souvent à la conclusion que les cas réussis de résistance civile sont des anomalies historiques issues d’un ensemble unique de circonstances présentes dans un pays donné à un moment donné. Parce que leurs dynamiques sont considérées comme étant spécifiques à chaque cas, les analystes ne voient pas ces conflits comme preuve de l’existence d’une stratégie générale grâce à laquelle des populations civiles peuvent exercer un réel pouvoir contre une grande variété d’opresseurs. Cependant, les tyrans à travers le monde ne sont pas, eux, affligés par cet aveuglement. Ils ont pris conscience que les mouvements de pouvoir populaire constituent la plus grande menace à leur domination.

L'augmentation de la fréquence des conflits nonviolents au cours de la dernière décennie rend indispensable la connaissance des raisons de la réussite de ces mouvements populaires par ceux qui soutiennent le changement démocratique. Les conflits nonviolents parviennent à leurs fins dans des contextes très différents car ils exploitent deux réalités fondamentales: les régimes autoritaires dépendent de l'obéissance à grande échelle des populations qu'ils oppriment afin de maintenir leur contrôle et, au sein de ces régimes, tout le monde n'affiche pas le même degré de fidélité.

Comment fonctionne la résistance civile?

A partir de ces deux réalités, les membres d'un mouvement de résistance civile mobilisent les populations pour qu'elles refusent leur consentement et leur obéissance et fassent pression de manière systématique et nonviolente- par l'intermédiaire de tactiques telles que les grèves, les boycotts, les manifestations de masse et bien d'autres - dans le but de perturber un système oppressif et obtenir droits, liberté et justice. Lorsque la participation à la résistance civile se diversifie et augmente, la répression exercée par le régime contre les opposants est souvent insuffisante à rétablir l'ordre et la tranquillité caractéristiques du status quo mais, au contraire, devient davantage susceptible de se retourner contre le régime (on parle alors de "*backfire*" ou "d'effet boomerang").

La perturbation de l'ordre établi se poursuivant, des fissures commencent à apparaître au sein du gouvernement et des autres institutions (comme la police, les militaires, les médias et les entités politiques, bureaucratiques et économiques). Celles-ci mènent alors souvent à de premiers abandons de poste, qui entraînent un effet domino. Les institutions dont un régime autoritaire dépend pour fonctionner - contrôle des ressources matérielles et humaines, contrôle des compétences et des connaissances, contrôle de l'environnement de l'information et capacité à appliquer des sanctions - sont alors mises à mal. Sans chaîne de commandement viable permettant l'exécution de leurs ordres, les tyrans se trouvent finalement à court d'options et sont contraints à se retirer de leur position, conséquence des effets d'une pression nonviolente exercée en continue. Le résultat se caractérise alors souvent par l'obtention de changements profonds.

Compétences ou Conditions

La croissance de l'incidence et de l'impact de la résistance civile rend crucial l'examen des facteurs déterminants les résultats qu'elle permet d'obtenir. Est-ce que les conditions initiales au départ d'un conflit permettent de déterminer qui sera le gagnant - le mouvement citoyen ou le régime d'oppression? Ou bien, est-ce que la victoire est davantage déterminée par les choix stratégiques et l'habileté avec lesquels chaque partie mène le conflit?

Une facette essentielle de la mission de l'International Center on Nonviolent Conflict (dont nous faisons partie) est de faire valoir que les compétences stratégiques et organisationnelles à

l'intérieur du mouvement sont, de manière générale, plus importantes que les conditions de départ dans la détermination des trajectoires du conflit et des résultats pour le mouvement. Ce point fait débat, en particulier en ce qui concerne la volonté du régime à faire usage de la violence ou non. « La résistance nonviolente ne fonctionne que face à des adversaires bienveillants ou modérés » est un refrain fréquemment répété. Mais les défaites du régime de l'apartheid en Afrique du Sud, de Pinochet au Chili, de Marcos aux Philippines ou du régime communiste en Pologne sont alors omises, de même que plus récemment celles d' Hosni Moubarak en Égypte et de Ben Ali en Tunisie. Aucun de ces régimes ne peut être qualifié de bienveillant, modéré ou récalcitrant à l'idée de mettre en place de sévères répressions.

Des analyses quantitatives permettent d'appuyer ces exemples qualitatifs. En 2008, l'organisation Freedom House a publié une étude examinant divers facteurs structurels et leur impact sur la résistance civile au cours de 64 transitions de régimes autoritaires entre 1975 et 2006. Voici un extrait de la conclusion de cette étude:

... ni la politique, ni les facteurs environnementaux examinés dans cette étude, n'ont eu un impact statistiquement significatif sur le succès ou l'échec des mouvements de résistance civile ...[Les mouvements civiques] ont les mêmes chances de réussir dans les pays moins développés, économiquement pauvres, que dans les pays développés, les sociétés riches. L'étude démontre également qu'il n'y a pas de preuve significative qu'une polarisation ethnique ou religieuse ait un impact majeur sur les possibilités d'émergence d'une opposition civique soudée. Le type de régime ne semble pas non plus avoir une influence importante sur la capacité d'un mouvement civique à obtenir un large soutien.³

Le seul facteur examiné dans cette étude exerçant une influence statistiquement significative sur l'émergence et les résultats des mouvements de résistance civile est la centralisation gouvernementale. Selon les auteurs:

L'étude suggère qu'un degré élevé de centralisation présente une corrélation positive avec l'émergence d'un mouvement civique robuste ayant la possibilité de contester l'autorité d'un régime. L'inverse semble également être vrai: plus le degré de décentralisation d'un gouvernement est élevé, moins il est probable qu'un mouvement de mobilisation civique remportant des victoires parvienne à émerger.⁴

Ainsi, bien que l'étude identifie une condition structurelle influençant le devenir des mouvements de résistance civile, ses résultats globaux amoindrissent fortement les arguments qui affirment que les conditions premières sont déterminantes dans l'issue de ce type de conflit.

Trois ans plus tard, en 2011, dans leur livre primé, *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*, les chercheuses Erica Chenoweth et Maria Stephan ont analysé rigoureusement 323 campagnes violentes et nonviolentes ayant lutté entre 1900 et 2006 contre

des gouvernements en exercice.⁵ Leurs résultats brisent les idées reçues et montrent que les campagnes nonviolentes ont réussi 53% du temps, alors que les campagnes violentes n'affichent un taux de réussite que de 26%.⁶ Les chercheuses ont montré que les conditions structurelles ne sont pas déterminantes pour les résultats atteints par ce type de mouvement. Cependant dans les cas où une répression étatique violente a lieu, le taux de réussite des mouvements est réduit d'environ 35% par rapport aux cas où il n'y a pas de répression brutale.⁷ Après une étude exhaustive des données, elles concluent : «les preuves suggèrent que la résistance civile est souvent couronnée de succès, indépendamment des conditions structurelles que beaucoup de gens associent à l'échec des campagnes nonviolentes.»⁸

Ces résultats permettent de révéler les postulats incorrects sur lesquels repose la croyance la plus répandue à l'égard de la résistance civile. Les compétences et les choix stratégiques sont souvent plus importants que les conditions initiales dans la détermination du résultat d'un conflit nonviolent. Ceci n'est en fait pas réellement surprenant lorsqu'on considère que la première décision stratégique prise par des opposants à une tyrannie est de décider des moyens de leur lutte. Si seules les conditions extérieures déterminaient le résultat, alors le choix stratégique des moyens de lutte n'aurait pas vraiment d'importance. Dans cette hypothèse de prédominance des conditions initiales, les taux de réussite des conflits violents et des conflits nonviolents au cours du temps, et dans différentes situations, devraient alors être les mêmes.

Or ce n'est pas ce que les données indiquent. Entre 1900 et 2006, les mouvements de résistance populaire nonviolents ont multiplié par deux leur taux de réussite, et les études de cas plus récents montrent que ce taux n'a pas changé de manière significative depuis.⁹ Certains peuvent contester cela en affirmant que les organisateurs de campagne de résistance civile choisissent des objectifs qui sont plus faciles à atteindre mais Chenoweth et Stephan répondent à cet argument en ces termes «... la grande majorité des campagnes nonviolentes ont émergé au sein de régimes autoritaires ... où même une opposition pacifique contre le gouvernement peut avoir des conséquences fatales.»¹⁰

Le lauréat du prix Nobel d'économie Thomas Schelling avait vu juste en écrivant son essai publié dans le livre *Civilian Resistance as National Defense: Nonviolent Action against Agression* il y a plus de 50 ans:

Le tyran et ses sujets sont dans des positions quelques peu symétriques. Ils peuvent lui refuser la plupart de ce qu'il veut - ils le peuvent s'ils ont une organisation suffisamment disciplinée pour refuser de collaborer. Et il peut leur refuser à peu près tout ce qu'ils veulent - il peut le faire en utilisant la force sous son commandement... C'est une situation de négociation dans laquelle chaque partie, si elle est suffisamment disciplinée et organisée, peut nier la plupart de ce que l'autre veut; et rien ne dit qui peut gagner au bout du compte.¹¹

Selon Schelling, les tactiques choisies par les participants à un mouvement de résistance civile ont des coûts et des avantages, et il en est de même des tactiques utilisées par le système

d'oppression qui les tyrannise. Le gagnant est le protagoniste qui distribue ces coûts et avantages de la manière la plus efficace pour son camp. Le leader habile et efficace veut déstabiliser le système pour provoquer un maximum de défections et veut employer de manière optimale des tactiques où de relativement petites perturbations conduisent à un grand nombre de défections. Le tyran habile veut imposer l'obéissance, souvent par la force, qu'il veut utiliser de façon optimale afin qu'un niveau minimum de violence puisse produire un maximum d'obéissance. L'agrégation cumulative de la défection d'un côté et de l'obéissance de l'autre détermine le résultat.

La checklist

Si ce sont les compétences et les choix stratégiques qui ont le plus d'influence sur l'issue des mouvements de résistance civile, nous devrions alors être en mesure d'identifier les capacités, compétences et choix opérés par différents mouvements qui constituent les dénominateurs communs à leur succès. De nombreux aspects peuvent être analysés, mais, en faisant le tri entre toutes ces variables, nous trouvons trois capacités clés expliquant le succès d'un mouvement de résistance civile:

1. La capacité d'unifier la population civile
2. La planification opérationnelle
3. La discipline nonviolente

Lorsque ces capacités sont présentes, elles ouvrent la voie à la manifestation de trois puissants phénomènes ayant également un impact important sur le succès d'un mouvement:

1. Participation croissante de la population civile
2. Diminution de l'impact de la répression et augmentation du "backfire" (effet boomerang)
3. Augmentation des défections (abandon de postes) dans le camps de l'adversaire

L'ensemble de ces trois capacités et de ces trois phénomènes constitue ce que nous appelons la *checklist* des mouvements de résistance civile. Nous stipulons que si un mouvement parvient à réaliser les différents objectifs de cette liste, la probabilité de sa réussite augmente de manière significative. Il ne s'agit pas ici d'une formule garantissant un résultat, mais plutôt d'un cadre analytique visant à organiser la réflexion et à accroître l'efficacité du mouvement.

Une des fonctions importantes de la check-list est de diminuer le sentiment de désorientation qui peut surgir au sein du mouvement tout au long du déroulement d'un conflit. L'un des plus grands défis auquel est confronté un mouvement de résistance civile est la gestion de la complexité de toutes les dimensions du conflit. Il est souvent difficile de faire le tri et de discerner entre facteurs importants ou secondaires dans la prise de décision. Nos recherches nous amènent à avancer que l'utilisation de la *checklist* est un outil essentiel de clarification pour tout mouvement. Si un activiste ou un observateur externe veut évaluer les perspectives

d'un mouvement, la vérification de la présence des trois capacités et des trois phénomènes de la check-list fournira une base solide pour l'évaluation de son état actuel et de ses forces, faiblesses et perspectives de succès.

Les six éléments de la check-list sont détaillés ci-dessous:

1. La capacité d'unifier les citoyens

Les tyrans sont des praticiens très habiles qui divisent pour mieux régner. Ceux qui veulent s'opposer à eux doivent donc être encore plus habiles à contrecarrer la division et à créer de l'unité. La construction et le maintien de l'unité comportent plusieurs facettes, mais le principal élément est le développement d'une vision commune et inclusive au sein du mouvement de résistance civile. Pour y parvenir, les organisateurs du mouvement doivent avoir une connaissance approfondie des griefs, des aspirations, de la culture et des valeurs des différents publics qu'ils souhaitent mobiliser. Cette connaissance constitue la base pour le développement et la communication d'une vision permettant d'attirer un large soutien populaire. Plus cette vision sera en résonance avec l'expérience personnelle et les sentiments du plus grand nombre, et plus elle sera efficace à mobiliser une large participation à la résistance civile collective.

Un autre aspect essentiel de la construction de l'unité est la présence d'un leadership et d'une structure organisationnelle légitime. La participation à un mouvement est volontaire et, en conséquence, les leaders d'un mouvement n'ont pas d'autorité formelle sur le commandement ni sur le contrôle de la population mobilisée. Cela signifie que dans un mouvement les décisions doivent être prises et exécutées d'une façon ressentie comme légitime par les personnes appelées à se mobiliser. Chaque mouvement développe sa propre manière pour tenter d'y parvenir - certains sont plus hiérarchisés que d'autres, certains sont organisés d'une manière plus décentralisée, et certains utilisent une combinaison des deux au fil du temps. Quelle que soit la structure organisationnelle d'un mouvement, il existe différentes formes de leadership, et il est nécessaire de les harmoniser pour parvenir à l'unité. Pour chaque leader au niveau national, il faut de nombreux leaders à l'échelle locale, qui soient très habiles dans la formation de coalitions, la négociation et l'agrégation d'intérêts entre différents groupes. C'est l'aptitude à travailler ensemble des différents leaders - leaders à différentes échelles (locale ou nationale), provenant de différentes parties du pays, représentant différents groupes - qui maintient l'unité sur le long terme.

Le mouvement anti-apartheid dans les années 1980 en Afrique du Sud illustre bien ces deux aspects de l'unité dans la résistance civile. Des centaines de groupes civiques locaux sont apparus au cours de cette décennie pour défendre leurs revendications au niveau municipal, telles que l'obtention d'eau potable et l'accès aux services publics, tout en s'unissant pour une cause commune: la fin de l'apartheid et la réconciliation nationale. Ces groupes civiques, qui formaient la coalition du Front démocratique uni (United Democratic Front), possédaient des leaders locaux en mesure d'exécuter des tactiques décentralisées (comme des boycotts de consommateurs) concernant les questions locales, tout en communiquant et en collaborant

avec des structures à des échelles plus élevées; jusqu'à la direction du mouvement au niveau national.

2. La planification opérationnelle

Mener un mouvement de résistance civile efficace est beaucoup plus complexe que ce que l'on pense généralement. Quand on parle de résistance civile, la première image qui vient à l'esprit est souvent celle de la manifestation. Pourtant il ne s'agit là que de l'une des centaines de tactiques existantes. Les mouvements les plus efficaces savent quelle tactique choisir, quand, où, comment, par qui elle doit être exécutée, quel doit en être la cible, et dans quel cadre elle figure au sein de la séquence stratégique parmi les autres tactiques.

Pour répondre à ces questions, il faut une planification fondée sur une analyse détaillée des forces, faiblesses, menaces et opportunités qui s'offrent à un mouvement et à ses adversaires, ainsi qu'une évaluation de l'environnement du conflit et des parties neutres ou non engagées (y compris les membres de la communauté internationale) susceptibles d'influer sur le cours du conflit. A partir de ces informations, les mouvements peuvent développer des objectifs à court, moyen ou long terme, ainsi que les plans opérationnels pertinents qui leur correspondent. Ces plans étant amenés à évoluer avec le temps en réponse aux événements sur le terrain (comme c'est le cas de tous les plans), le développement [par les résistants] d'une approche et d'un processus de planification est alors plus important que le plan lui-même.

D'ailleurs, dans un conflit, c'est au niveau de la planification opérationnelle qu'apparaît l'intersection la plus claire entre les compétences et les conditions. La base de la planification opérationnelle est une évaluation des conditions - favorables et défavorables - auxquelles un mouvement est confronté. Le mouvement planifie ensuite de quelle manière exploiter les conditions favorables et comment surmonter, transformer ou contourner les conditions défavorables à travers les compétences et les choix stratégiques.

Le mouvement Solidarnosc dans les années 1980 en Pologne offre un bon exemple de planification opérationnelle. Conscients de leurs forces et de leurs capacités, les travailleurs développèrent une revendication à la fois puissante et politiquement réaliste en faveur de syndicats indépendants (mais se retinrent de demander la fin de la domination communiste, objectif inatteignable à l'époque). Ils concentrèrent leurs forces sur l'organisation du travail et la solidarité entre les travailleurs afin d'exacerber les failles économiques de leur adversaire et son manque de légitimité. Pour ce faire, ils choisirent de faire grève et d'occuper leurs lieux de travail (au lieu d'aller manifester à l'extérieur ce qui, par le passé, les avait rendus vulnérables à la répression). A cela s'ajouta le recours aux institutions alternatives, telles que les journaux et périodiques indépendants, développées au cours de la décennie précédente pour faciliter la communication entre les villes. En choisissant un objectif stratégique et une cible et des tactiques appropriées (grève d'occupation et utilisation d'institutions alternatives) qui entraient dans le cadre de leurs capacités, le mouvement Solidarnosc traversa efficacement le conflit, surmonta les conditions défavorables et progressa vers son but ultime d'un État polonais démocratique, objectif finalement atteint en 1989.¹²

3. La discipline nonviolente

Le maintien de la discipline nonviolente (capacité des résistants à rester nonviolents malgré la provocation) est au cœur de la dynamique fonctionnelle de la résistance civile. Grâce à la discipline nonviolente, les mouvements maximisent la participation des citoyens, augmentent le coût de la répression pour leur adversaire, accroissent la probabilité que la répression se retourne contre son auteur, et sont beaucoup plus susceptibles d'entraîner des défections et abandons de postes parmi les soutiens clés du régime. Comme le montre l'étude de Chenoweth et Stephan, ces atouts contribuent de manière importante à l'écart entre les taux de réussite des campagnes violentes et ceux des campagnes de résistance civile.¹³

Pour appliquer et maintenir cette discipline nonviolente, les mouvements doivent avoir confiance en la résistance civile en tant que moyen de lutte efficace. Les informations sur son fonctionnement et son historique peuvent ici être utiles, tout comme peut l'être une stratégie efficace, qui conduit à des victoires successives, et montre ainsi que la résistance civile permet d'obtenir des résultats concrets. Les mouvements peuvent également entretenir la discipline nonviolente en créant une culture et des normes qui renforcent son application. Par exemple, le mouvement Otpor en Serbie qui a renversé Slobodan Milosevic, formait systématiquement ses nouveaux membres au fonctionnement de la résistance civile et à l'importance de rester nonviolent.

Cette démarche ne nécessite pas d'arguments éthiques, mais les militants doivent comprendre les avantages pratiques de la discipline nonviolente, et toujours avoir en mémoire les cas (la Syrie étant certainement l'exemple récent le plus tragique) où l'impatience ou le manque de confiance en la méthode de la résistance civile a donné libre voie à des tactiques violentes, avec des conséquences désastreuses pourtant prévisibles.

4. Accroître la participation de la population civile

Des niveaux élevés de participation constituent sans doute l'indicateur le plus fiable de la réussite d'un mouvement.¹⁴ C'est logique: plus les gens retirent leur consentement et leur obéissance à un régime autoritaire, plus le pouvoir dictatorial diminue, tout en augmentant le coût du maintien du contrôle. En outre, nous pensons que l'augmentation de la participation des citoyens augmente également les chances de *backfire* - *effet boomerang* - (lorsque les actes de répression se retournent contre leur auteur), et des preuves quantitatives montrent qu'une participation citoyenne plus élevée augmente la probabilité de défections chez les partisans du régime.¹⁵

Les révolutions de 2011 en Égypte et en Tunisie illustrent bien l'importance de niveaux élevés de participation de la population. Ces mouvements ont chacun galvanisé un large soutien parmi différents groupes démographiques - hommes et femmes; groupes religieux et laïques; jeunes, personnes d'âge moyen et personnes âgées; personnes à faibles revenus et de la classe moyenne; populations urbaines et populations rurales. En revanche, ni le mouvement étudiant de 1989 en Chine ni le Mouvement vert de 2009 en Iran n'ont pu atteindre leurs objectifs, alors

qu'ils ont mobilisé des millions de personnes et fait les gros titres. Ceci est en partie dû au fait qu'ils se sont exclusivement appuyés sur leur base démographique initiale sans pouvoir élargir leur base par une participation citoyenne généralisée.

Parvenir à des niveaux élevés de participation découle des trois premiers éléments de la *checklist*. Une vision unificatrice contribue à renforcer la cohésion et à galvaniser la mobilisation. La planification opérationnelle inspire la confiance parmi les membres du mouvement. Elle permet également de choisir les tactiques adéquates qui tiennent compte de la disponibilité, de l'aversion au risque et de la capacité de sacrifice de la population. Une stratégie efficace crée des opportunités d'action pour tout le monde: les plus pauvres, les plus riches, les jeunes ou les personnes âgées - peuvent tous faire quelque chose à leur niveau, pour soutenir le mouvement. Enfin, la discipline nonviolente ouvre la participation aux femmes (par opposition aux seuls hommes valides dans le cas de la résistance armée), et le recours aux moyens nonviolents est beaucoup plus susceptible d'attirer un large éventail de la société.

5. Diminution de l'impact de la répression et augmentation du “backfire” (effet boomerang)

L'un des outils les plus puissants à la disposition d'un dictateur est sa capacité à réprimer: les mouvements efficaces apprennent à réduire l'impact de cette répression étatique, tout en augmentant son coût. Une façon d'y parvenir passe par une évaluation précise des risques et des choix tactiques à disposition. En effet, toutes les tactiques ne présentent pas les mêmes risques face à la répression. Alors que les actions centralisées, telles que les manifestations de masse, sont susceptibles de se heurter à la répression, les tactiques décentralisées, telles que les boycotts de consommateurs, les grèves, l'absentéisme pour maladie ou l'affichage anonyme de petits symboles dans les lieux publics, sont beaucoup plus difficiles à réprimer pour un régime. Il en est ainsi car, pour certaines tactiques, il n'est pas évident de savoir qui a réellement participé (par exemple, dans les cas de boycotts de consommateurs, il n'est pas possible de dire, simplement en regardant quelqu'un, s'il boycotte ou non un produit) ou parce que les auteurs sont difficiles à appréhender et peuvent nier (par exemple, une grève où l'on reste à la maison exige que la police fasse des visites à domicile chez tous les travailleurs et participants malades - qui peuvent très bien prétendre qu'ils sont réellement malades ce jour-là).

En 1983, au Chili, les dissidents politiques opposés à la dictature d'Augusto Pinochet cherchaient à contourner sa répression. Une décennie d'arrestations massives, d'exécutions, de tortures et de disparitions avait rendu la population terrifiée à l'idée de s'organiser ou de se mobiliser. En Avril, les mineurs de cuivre appelèrent à la grève près de Santiago, mais Pinochet menaçait de faire couler le sang en envoyant son armée assiéger les mines avant même que la grève ne commence. Face à cette répression, les dirigeants syndicaux annulèrent la grève et appelèrent à une journée nationale de contestation. Tout le monde, en guise de protestation contre le régime, avait reçu la consigne de travailler lentement, marcher lentement, conduire lentement et, à 20h du soir, de frapper sur des poêles et casseroles.¹⁶ Ces actions rencontrèrent une participation sans précédent, et cela conduisit à des appels mensuels pour

des protestations similaires. Ce fut la première étape psychologique majeure permettant de rompre avec la peur et l'atomisation de la société qui constituaient la pierre angulaire de la méthode de Pinochet pour maintenir son pouvoir. Ces actions présentaient un faible niveau de risque, acceptable pour les participants, et étaient également exemptes de possibilités de répression - les forces de sécurité de Pinochet n'avaient pas de réponse à apporter face à ces tactiques décentralisées à grande échelle.

D'autres aspects concernant la réduction de l'impact des répressions, ou de l'augmentation de leurs coûts et des probabilités qu'elles se retournent contre leurs auteurs (backfire), impliquent de présenter certains griefs en termes apolitiques (manifestants réclamant de l'eau potable et la sécurité dans leurs quartiers, et non pas un changement de régime), mais aussi de construire des lignes claires concernant la continuité du leadership. Il est également important de combler la distance sociale pouvant exister entre les participants à un mouvement et les différents groupes nationaux et internationaux de sorte que la répression contre le mouvement soit ressentie comme une atteinte directe par chacun - ce qui conduit à renforcer l'effet boomerang. Par exemple, lorsque le blogueur égyptien Khaled Saïd a été sorti de force d'un café Internet en 2010 et battu à mort par les forces de sécurité alors qu'il tentait d'exposer la corruption, le groupe Facebook dissident "Nous sommes tous Khaled Saïd" a répliqué aux tentatives du gouvernement égyptien visant à calomnier Saïd. Leur action a permis d'afficher clairement que Saïd était un jeune homme comme toute le monde, afin que chacun puisse s'identifier à lui, ce qui fit que la répression ait l'effet inverse et se retourne contre son auteur.

6. Augmentation des défections chez l'adversaire du mouvement

Au fur et à mesure que la résistance civile progresse, des changements opèrent dans les systèmes de loyauté et les défections apparaissent souvent chez les partisans actifs et passifs du régime. Par exemple, les réformateurs et les tenants de la ligne dure au sein du gouvernement peuvent commencer à lutter publiquement les uns contre les autres pour obtenir le contrôle. Les intérêts économiques peuvent faire pression sur l'État afin qu'il réponde aux exigences du mouvement, de sorte que les entreprises puissent continuer à fonctionner normalement. Les fonctionnaires du régime, tels que les soldats, les policiers, les bureaucrates et autres, peuvent également commencer à changer de camps, peut-être parce qu'ils ont été convaincus par les revendications du mouvement, ou parce qu'ils ont été dégoûtés par le régime ou bien parce qu'ils ont des membres de leur famille et des amis qui participent à la résistance civile. Même les élites sympathisantes avec le régime peuvent commencer à douter de sa durabilité et devenir neutre, afin de ne pas risquer de se retrouver du mauvais côté de l'histoire si la résistance civile venait à réussir.

Lors de la Révolution orange de 2004 en Ukraine, les dissidents ont volontairement recherché l'ouverture de lignes de communication avec les forces de sécurité, en s'appuyant en tant qu'intermédiaire sur le corps des officiers de l'armée à la retraite.¹⁷ Après avoir lancé un appel aux forces de sécurité pour qu'elles servent et protègent le bien public, l'opposition a pu leur montrer à travers ses actions qu'elle était nonviolente et raisonnable: Elle est parvenu au fil du temps à combler la distance sociale à travers la fraternisation, des slogans et des actions (telles

que la distribution de roses à la police antiémeute), a révélé la corruption du régime en place et, en fin de compte, est parvenue à obtenir des renversements d'alliance au sein de ces forces de sécurité. Ainsi, quand le temps de la répression arriva, de nombreux soldats et policiers ukrainiens étaient devenus neutres. Cela se passa de la même manière en Serbie sous Milosevic. Sans ouvertement faire défection, les forces de sécurité ont tout simplement arrêté d'exécuter avec enthousiasme les ordres du régime. A l'apogée du mouvement Otpor, le 5 octobre, l'agent de police en charge de la dispersion de produits chimiques par hélicoptère sur les participants de la "Marche sur Belgrade" a refusé de le faire, prétendant qu'il ne pouvait pas obtenir une bonne vue de la foule du fait d'un temps trop mauvais, quand bien même, en réalité, la journée était ensoleillée. Il raconta plus tard qu'il était dans l'impossibilité d'exécuter les ordres donnés ce jour-là car des membres de sa famille auraient pu être parmi les manifestants.¹⁸

Qu'elles soient entraînées par la persuasion ou par des intérêts personnels, les défections comme celles-ci sont souvent le résultat d'un processus de long terme promu par le mouvement de résistance civile. L'apparition de ce phénomène est possible, comme dans les deux autres cas précédemment cités dans la check-list, grâce à l'incarnation par le mouvement des valeurs d'unité, de planification et de discipline nonviolente. Les données montrent que des niveaux élevés de participation diversifiée sont à mettre en corrélation avec des possibilités accrues de défection. Or l'unité, la planification et la discipline nonviolente contribuent toutes à une participation large et diversifiée. Pour obtenir des défections, la discipline nonviolente est particulièrement importante. Tant que le mouvement reste nonviolent et évite de se transformer en insurrection violente (comme ce fut le cas de manière tragique en Syrie en 2011), le mouvement peut perdurer et maintenir ouverte la possibilité de défections, ce qui constitue une menace permanente pour la cohésion structurelle du pouvoir d'un régime autoritaire.

Implications pour les acteurs externes

Cette check-list n'est pas seulement un recueil de conseils utiles pour les dissidents. D'autres parties peuvent également l'utiliser pour améliorer leur compréhension de la résistance civile.

Par exemple, elle peut aider les journalistes à être plus perspicaces lorsqu'ils traitent de ce type de conflits. Si ces derniers souhaitaient réaliser une analyse plus approfondie des conflits, alors la check-list leur aurait indiqué que se placer face à une cible de cocktail Molotov, comme à Kiev début 2014, dans le but de spéculer sur les possibilités d'un accroissement de la violence, ne permet pas d'apporter un quelconque éclairage sur les forces motrices présentes dans le conflit. Par contre, une enquête sur l'état de l'unité et de la planification du mouvement, sur les sources de rupture dans la discipline nonviolente, sur l'augmentation de la participation des civils, sur la décroissance de l'impact de la répression exercée contre le mouvement et sur le degré d'obéissance des forces de sécurité aux ordres qui leur sont donnés, sans même parler de possibles défections, fournirait une analyse véritablement pertinente. Si on ajoute à cela une compréhension de la perte par le pouvoir du soutien du monde des affaires, les raisons de la fuite du président ukrainien Ianoukovitch le 21 Février 2014, quelques heures seulement après

que la pire action de violence du régime se soit retournée contre lui, deviennent tout de suite beaucoup plus claires. De telles évolutions sont plus faciles à prévoir si l'on se penche au préalable sur les bons indicateurs.

Si les décideurs politiques au niveau international, pendant la seconde moitié de l'année 2011, avaient tenu compte des éléments de la check-list, ils auraient peut-être vu de plus grandes possibilités dans une victoire de la résistance civile contre le régime d'Assad en Syrie. Les changements de loyauté (au-delà des seuls soldats sunnites) au sein de l'armée et un éloignement grandissant avec les positions tenues par le régime auraient pu être considérés comme le meilleur espoir pour une victoire finale. Les retraits de soutien de nombreux membres de la communauté des affaires étaient un autre indicateur. Dans ce contexte, encourager début 2012 l'Armée syrienne libre à combattre les militaires alaouites restant à la solde d'Assad aurait dû être considéré comme contre-productif, sinon le préambule à une tragédie.

La check-list peut également être particulièrement utile dans le développement des normes régissant l'aide extérieure à destination de mouvements citoyens impliquant des populations autochtones. Par exemple, les trois premières capacités de la check-list sont basées sur des compétences qui peuvent être augmentées par le biais d'un échange robuste d'informations. Conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les régimes autoritaires ne peuvent pas restreindre la circulation de l'information à l'intérieur de leurs frontières ou punir les citoyens qui retransmettent cette information aux dissidents. L'ensemble des six éléments de la liste peuvent également amener à réfléchir à de possibles innovations technologiques permettant de faciliter le développement des trois capacités et des trois phénomènes.

La check-list et les conflits qui façonneront notre futur

Les contextes dans lesquels évoluent les mouvements de résistance civile sont complexes: Les membres de ces mouvements - qui ont besoin d'une bonne coordination populaire afin de pouvoir stratégiser un éventail de tactiques - ont souvent l'impression d'être impuissants, perdus et désorientés. Leur peur naturelle de prendre de mauvaises décisions engageant la vie et la liberté de nombreux individus conduit souvent à la passivité - ce qui est le résultat recherché par tout régime autoritaire et qui renforce également l'illusion d'invulnérabilité de ce dernier.

La check-list peut aider les dissidents à couper court à ce sentiment de désorientation et à se forger un chemin vers l'avant. Certains diront qu'avec tant de variables en jeu, une check-list pour mettre fin aux systèmes d'oppression est trop simpliste, et que l'évaluation critique des décisions prises lors des conflits futurs nécessitera une attention portée prioritairement sur des facteurs propres à l'époque et au lieu où se tiendront ces conflits.

Cependant, la check-list n'appelle pas à ignorer les facteurs spécifiques à une situation, mais plutôt à comprendre ces facteurs dans le contexte d'un cadre stratégique plus large, qui révèle

comment et pourquoi les mouvements de résistance civile peuvent gagner. Atul Gawande, qui a étudié l'importance des check-list dans des contextes nombreux et variés, écrit que:

Les checklists sont un outil qui permet à tous, y compris aux plus expérimentés des activistes, de se prémunir contre les erreurs et les échecs. Elles fournissent une sorte de filet cognitif. Elles préservent des failles mentales inhérentes à chacun d'entre nous - défauts de mémoire, d'attention ou de rigueur ...¹⁹

Dans des conditions de véritable complexité - où les connaissances requises sont supérieures à celles de n'importe quel individu et où règne l'imprévisible ... [les check-lists efficaces] assurent que les choses stupides, mais essentielles, ne soient pas négligées, et ... assurent que les gens se parlent et se coordonnent ... pour gérer les nuances et les imprévus de la façon la meilleure qu'il leur soit possible.²⁰

La check-list peut ne pas être l'indicateur ultime permettant de dire qui l'emportera entre le régime d'oppression ou la résistance civile. Cependant, elle peut servir en tant qu'ensemble d'indicateurs essentiels et durables permettant de comprendre de quelle manière les revendications des citoyens pour la liberté peuvent surmonter les plus rigides des systèmes autoritaires.

Notes de fin de texte

¹ Basé sur les recherches effectuées par Erica Chenoweth et Maria Stephan qui ont identifié et analysé 105 campagnes de résistance civile visant un changement de gouvernement dans des pays et territoires à travers le monde entre 1900 et 2006.

Chenoweth, Erica, et Maria Stephan. 2011. *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press. p. 6

Données NAVCO 1.1 disponibles sur:
http://www.du.edu/korbel/sie/research/chenow_navco_data.html

² Basé sur l'analyse de 67 transitions vers la démocratie entre 1972 et 2005 effectuée dans le cadre du projet de recherche *How Freedom is Won: From Civic Resistance to Durable Democracy*. Les auteurs arrivent à la conclusion que:

“ La force de la résistance civile a été un facteur clé dans la réussite de 50 transitions sur 67, ou dans plus de 70 pour cent des pays dans lesquels les transitions ont permis de faire tomber des systèmes dictatoriaux et/ou de faire naître de nouveaux États à partir de la désintégration d'États multinationaux. Sur les 50 pays où la résistance civile était une stratégie clé (c.à.d, soit les pays dans lesquels il y avait une transition menée par des forces civiques, soit les pays où il y avait une transition mixte impliquant à la fois une contribution importante des forces civiques et des détenteurs du pouvoir), aucun n'était un pays libre: 25 étaient des pays partiellement libres et 25 étaient des pays non libres. Aujourd'hui [en 2005], des années après la transition, 32 de ces pays sont libres, 14 sont partiellement libres et seulement 4 ne sont pas libres ”

Ackerman, Peter, et Adrian Karatnycky. 2005. *How Freedom is Won: From Civic Resistance to Durable Democracy*. Washington, DC: Freedom House. Pp. 6--7

³ Marchant, Eleanor, Adrian Karatnycky, Arch Puddington, et Christopher Walter. 2008. *Enabling Environments for Civic Movements and the Dynamics of Democratic Transition*. Freedom House special report. July 18. p. 1

⁴ Ibid. p. 1

⁵ Chenoweth, Erica, et Maria Stephan. 2011. *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press. p. 6

⁶ Ibid. p. 9

⁷ Ibid. p. 68

⁸ Ibid. p. 62

⁹ Chenoweth, Erica. 2014 Trends in Civil Resistance and Authoritarian Responses. The Atlantic Council Future of Authoritarianism Project. April 15.

¹⁰ Chenoweth, Erica, et Maria Stephan. 2011. Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict. New York: Columbia University Press. p. 66

¹¹ Thomas C. Schelling. 1968. "Some Questions on Civilian Defence," dans Adam Roberts, ed., Civilian Resistance as a National Defence: Non--violent Action Against Aggression. Harrisburg, PA: Stackpole Books. p. 304.

¹² Ackerman, Peter et Jack DuVall. 2000. A Force More Powerful: A Century of Nonviolent Conflict. London: St. Martin's Press/Palgrave Macmillan. pp. 113--174

¹³ Chenoweth, Erica, et Maria Stephan. 2011. Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict. New York: Columbia University Press. Pp. 30--61

¹⁴ Ibid. pp. 30--61

¹⁵ Ibid. pp. 46--49

¹⁶ A Force More Powerful. Dir. Steve York. York Zimmerman. 2000. Film.

¹⁷ Binnendijk, Anika Locke, et Ivan Marovic. 2006. Power and Persuasion: Nonviolent Strategies to Influence State Security Forces in Serbia (2000) and Ukraine (2004).

Communist and Post--Communist Studies 39, no. 3 (September). pp. 411--429.

¹⁸ Interview avec Nebojsa Covic, Vecernje Novosti, Oct. 2, 2010.

¹⁹ Gawande, Atul. 2009. The Checklist Manifesto: How to Get Things Right. New York: Picador. p. 47

²⁰ Ibid. p. 79